

Les villes françaises s'engagent à mettre fin à la production de combustibles fossiles alors que le gouvernement est à la traîne

Suite à l'abandon par les États-Unis de l'Accord de Paris, le Président Macron s'est catapulté sur la scène mondiale en exigeant de "[make our planet great again](#)", mais cinq ans plus tard, il est désormais considéré comme "le président de l'inaction climatique".

Alors que les engagements de M. Macron en matière de climat sont remis en question, les villes françaises perdent patience et exigent des mesures réelles pour s'attaquer au principal moteur de la crise climatique - les combustibles fossiles - en adhérant au Traité de non-prolifération des combustibles fossiles.

Plus de cinq municipalités françaises ont adhéré à l'initiative au cours des deux derniers mois seulement, [faisant écho au soutien de Yannick Jadot, candidat écologiste à l'élection présidentielle de 2022](#).

[Poitiers](#) a été la première ville à rejoindre le Traité le 6 décembre dernier, suivie de [Lyon](#), [Bordeaux](#), [Grenoble](#) et, plus récemment, du territoire du [Grand Paris](#) qui rappelle : "Les énergies fossiles - charbon, pétrole et gaz - sont des énergies polluantes dont nous devons progressivement nous passer pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre."

Sylvain Godinot, adjoint au maire de la ville de Lyon, a réaffirmé l'urgence de laisser les énergies fossiles dans le sol : "Les réserves connues d'énergies fossiles sont déjà bien supérieures aux quantités que nous pouvons brûler tout en restant sous le seuil de réchauffement acceptable. C'est pourquoi il est urgent que la communauté internationale envoie un signal fort pour arrêter au plus vite toute nouvelle activité d'exploration et de production de combustibles fossiles. Tout l'argent investi dans ces activités doit être redirigé dans le développement des économies d'énergie et des énergies renouvelables. L'Agence internationale de l'énergie elle-même a appelé très solennellement à l'arrêt de tout investissement dans le charbon, le pétrole et le gaz. L'humanité doit laisser les réserves fossiles dans le sol."

Grenoble, capitale des Alpes françaises, dénonce le manque d'engagement face au changement climatique à l'échelle nationale et affiche sa volonté d'agir à la hauteur de l'enjeu : "Alors que les manquements sont multiples face à l'urgence climatique à l'échelle nationale, la Ville de Grenoble appelle à soutenir l'initiative d'un traité de non-prolifération des combustibles fossiles, à ne plus soutenir les projets dans ce domaine, et à prendre -

enfin – les mesures qui s'imposent pour atteindre les objectifs de réduction des gaz à effet de serre, conformément à l'Accord de Paris."

L'engagement de ces villes à éliminer progressivement les combustibles fossiles, dont Lyon, troisième ville de France, marque un changement concret dans la volonté d'agir des territoires urbains. [Jusqu'à récemment, ces acteurs clés de la lutte contre le changement climatique étaient davantage critiqués pour leurs politiques climatiques inégales et peu ambitieuses.](#)

Le contraste est saisissant avec le [bilan du président Macron](#), qui est encore loin de répondre à l'urgence climatique à trois mois de la prochaine élection. Sous son mandat, l'État français à même été condamné à réparer les dégâts causés par son inaction climatique d'ici 2022. Une décision historique, après trois ans de campagne des organisations de la société civile à l'origine de [l'Affaire du Siècle](#), qui crée également une jurisprudence qui obligera l'État à rattraper tout dépassement.

Lors de la COP 26, la France a rejoint l'alliance BOGA pour l'abandon progressif du pétrole et du gaz, ainsi que la coalition internationale pour l'arrêt du financement des énergies fossiles à l'étranger. Sur le papier, il s'agit de deux initiatives diplomatiques positives en matière de climat, mais leur légitimité dépend de la date fixée pour l'abandon de la production de combustibles fossiles, ainsi que des actions concrètes visant à mettre fin aux nouvelles concessions et à promouvoir la coopération internationale pour une élimination progressive équitable. Dans le même temps, en pleine COP, [la France discutait de plans visant à autoriser un projet d'extraction de gaz non conventionnel en Lorraine](#), agissant en totale contradiction avec ses engagements climatiques.

Ces adhésions de villes du monde entier sont essentielles compte tenu du rôle clé des villes dans la transition énergétique mondiale. En France, les villes représentent [80% de la population nationale et 67% des émissions de gaz à effet de serre](#) mais elles ont de plus en plus de pouvoirs de décision au niveau local dans les principaux secteurs émetteurs de gaz à effet de serre, notamment les transports, le logement et l'alimentation. [Certaines collectivités locales françaises travaillent également déjà sur la participation active de la population](#) tant dans la prise de décision que dans la mise en œuvre de projets concrets de transition énergétique. Les récents débats autour de la [Convention citoyenne sur le climat](#) montrent l'importance des questions de gouvernance, la nécessité d'impliquer les citoyens dans les prises de décision, en fonction de la manière dont ils imaginent eux aussi leurs territoires, libres des énergies fossiles.

Alors que la France débute sa présidence de l'Union européenne et désigne le changement climatique comme un des principaux défis du continent, les engagements de M. Macron continueront à être confrontés à l'ambition impressionnante de ses électeurs locaux.

Si vous souhaitez vous aussi encourager votre ville à soutenir l'initiative du traité, [toutes les ressources sont disponibles ici.](#)